

Burundi : Paroles, paroles de la Communauté internationale ?

Selon Reporters sans frontières, en 2013, pas moins de 139 journalistes se sont résolus à l'exil pour échapper aux menaces auxquelles ils étaient exposés du fait de leurs activités. En France, certains sont accueillis par la Maison des Journalistes qui leur offre un lieu de vie, d'écoute et d'expression à travers son site et, désormais tous les trois mois, à travers Altermondes.



Journaliste burundaise, Elyse NGABIRE est licenciée en Sciences de la Communication à l'Université Lumière de Bujumbura et a également fait une année de Master en Journalisme à l'Université du Burundi. Elyse NGABIRE a commencé à exercer le métier de journalisme en 2008 au Groupe de presse Iwacu, chargée des questions politiques.

Dix mois de crise politico-sécuritaire viennent de s'écouler. A l'origine, le troisième mandat du président Nkurunziza. Au-delà des discours des organismes internationaux, des actions concrètes se font toujours attendre pour promouvoir un dialogue inclusif. Plus de 400 personnes tuées et plus de 250 000 réfugiés à l'étranger, selon les enquêtes des organisations internationales de défense des droits de l'homme. Explosions sur explosions de grenades et de bombes, tirs nourris de balles, etc. Tel est le quotidien des habitants de la capitale Bujumbura et surtout des quartiers contestataires.

22 février, en vue de se rendre compte de la situation au Burundi, Ban Ki Moon, secrétaire général des Nations-Unies y a effectué une visite afin de rencontrer quelques acteurs politiques et le président Nkurunziza lui-même.

Il sera suivi d'une délégation de haut niveau conduite par le président Sud-Africain, Jacob Zuma, comprenant les présidents sénégalais Macky Sall, gabonais, Ali Bongo Ondimba, mauritanien, Mohammed Ould Abdel Aziz et le Premier ministre éthiopien, Hailemariam Desalegn. Malgré tout ce ballet diplomatique, arracher quoi que ce soit à Pierre Nkurunziza tenait du miracle.

Il convient ici de rappeler d'autres échecs antérieurs : d'abord, celui de la Communauté Est Africaine sous la médiation de Yoweri Kaguta Museveni, président de l'Ouganda, qui s'est soldé par la tenue des élections de juillet 2015 sans le consensus de l'opposition et de la société civile. Ensuite, l'échec de l'envoi de la Mission Africaine de Prévention et de Protection au Burundi (MAPROBU) constituée de cinq mille hommes, à la suite du refus de certains Chefs d'Etats africains atteints du syndrome « nkurunzizien » de briguer plus de deux mandats constitutionnels.

Enfin, l'envoi d'une police onusienne composée d'une centaine d'hommes tel que proposé par la France n'a pas requis également de consensus : les Etats-Unis craignant un génocide proposent un contingent beaucoup plus important tandis que l'Angola, l'Egypte et le Venezuela, siégeant comme membres non permanents, s'y opposent catégoriquement.

Face à la recrudescence de la violence matérialisée par la découverte de fosses communes à certains endroits du pays, cette Communauté internationale tant sollicitée, doit se rendre compte du manque de volonté de Bujumbura et envisager de nouvelles stratégies visant à la ramener sur la table des négociations afin d'éviter le pire au pays. Sinon, le peuple burundais gardera, à tort ou à raison, l'image d'une communauté internationale à la solde du pouvoir Nkurunziza. Et l'expérience rwandaise de 1994 n'aura pas servi de leçon.

